

PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
DIRECTION DE LA COORDINATION
ET DU MANAGEMENT DE L'ACTION PUBLIQUE
Bureau des procédures d'utilité publique

Nantes, le

24 AVR. 2013

N° : 2013/ICPE/074
Sté SGT à Rezé - MED

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le titre 1er du livre V du code de l'environnement (parties législative et réglementaire) relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles L. 511-1 et L. 514-1,

VU l'arrêté préfectoral du 20 mai 2010 autorisant la société Générale des Techniques (SGT) à poursuivre ses activités d'injection de PET (polyéthylène téréphtalate) pour réaliser des préformes de bouteilles destinées à l'industrie alimentaire, sur son site d'exploitation à Rezé (44400) 3, rue de l'Ile Macé, zone industrielle,

VU le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des pays de la Loire, inspecteur principal des installations classées, en date du 27 mars 2013, constatant que les mesures suivantes, prescrites au titre 9 de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2010 susvisé, n'ont pas été mises en œuvre par la société SGT :

- contrôle de la situation acoustique,
- mise en œuvre d'un moyen de confinement des eaux d'extinction,
- mise en place de portes EI60 sur les baies libres de la paroi séparative entre les presses du bâtiment 2 et le reste de la zone de production,
- dispositif de type « déluge » permettant le refroidissement des silos de stockage de matières premières,
- moyens de désenfumage en partie haute des bâtiments 2, 3 et 8,

VU la lettre d'observations de la société SGT en date du 10 avril 2013 sur les conclusions du rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des pays de la Loire, inspecteur principal des installations classées, en date du 27 mars 2013 susvisé,

CONSIDERANT les faits susvisés qui démontrent que la société SGT ne respecte pas les prescriptions des articles 6.2.3, 7.2.4, 7.5.3, 7.5.4 et 7.2.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 mai 2010 susvisé,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique,

AR R E T E

Article 1er : La société Générale des Techniques (SGT) est mise en demeure de respecter, pour la poursuite de ses activités d'injection de PET (polyéthylène téréphtalate) pour réaliser des préformes de bouteilles destinées à l'industrie alimentaire, exercées sur son site d'exploitation à Rezé (44400) 3, rue de l'Ile Macé, zone industrielle :

➤ sous 1 mois : les prescriptions de l'article 6.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 mai 2010 :

« Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dès la mise en service de la plate-forme de stockage puis tous les ans, par un organisme ou une personne qualifié(e). Ce contrôle sera effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander. Les résultats des contrôles sont transmis au Préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration. »

➤ sous 6 mois : les prescriptions suivantes des articles 7.2.4, 7.5.3 et 7.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 mai 2010 :

« Art. 7.2.4 : Bâtiments et locaux : [...] Les baies libres de la paroi séparative entre les presses du bâtiment 2 et le reste de la zone de production, sont équipées de portes EI 60. Si ces portes doivent être maintenues ouvertes pour les commodités d'exploitation, elles doivent être asservies à un système de fermeture automatique en cas d'incendie [...] »

« Art. 7.5.3 : Moyens de défense contre l'incendie : L'établissement dispose des moyens de défense incendie suivant : [...] un dispositif de type « déluge », permettant le refroidissement des silos, par simple alimentation de celui-ci par les services de secours. [...] »

« Art. 7.5.4 : Confinement des eaux d'extinction : L'exploitant met en œuvre les moyens (murets, vannes, obturateurs sur le réseau d'eaux pluviales) lui permettant de pouvoir contenir sur le site un volume de rétention d'eau de 960 m³. Le mode de rétention des eaux d'extinction doit être conçu de manière à ne pas gêner l'accès et la mise en œuvre des engins de secours (5 cm d'eau maximum sur les voiries).

Les dispositifs de confinement du réseau d'eaux pluviales sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur fonctionnement sont définis par consigne. Les opérateurs de production sont formés à l'utilisation de ces dispositifs. »

➤ sous 9 mois : les prescriptions suivantes de l'article 7.2.5. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 mai 2010 :

« Art. 7.2.5 : Désenfumage des bâtiments : [...] Les bâtiments 1 à 8, tels que définis à l'article 1.2.4 du présent arrêté sont équipés d'éléments permettant d'assurer un désenfumage dont la surface cumulée ne sera pas inférieure à 2% de la surface au sol des locaux. [...] »

Article 2 : La société SGT adresse à l'inspection des installations classées, dans les délais susvisés, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3 : Faute pour la société SGT de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, dont un extrait est annexé au présent arrêté.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R. 514-3-1 du titre 1er du livre V du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est d'un an pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Rezé et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie de Rezé pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé, après réalisation, par les soins du maire de Rezé et envoyé à la préfecture (direction de la coordination et du management de l'action publique- bureau des procédures d'utilité publique).

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le maire de Rezé et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur principal des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SGT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le PREFET

**Pour le préfet,
le sous-préfet, chargé de mission**

Mikael DORÉ

P.J. : 1 annexe.

▶ Partie législative

▶ Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances

▶ Titre Ier : Installations classées pour la protection de l'environnement

▶ Chapitre IV : Contrôle et contentieux des installations classées

Section 1 : Contrôle et sanctions administratifs

Article L514-1

Modifié par LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 - art. 211 (V)

I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé pour l'exécution, l'exploitant n'a pas obtempéré à cette injonction, le préfet peut :

1° Obliger l'exploitant à consigner entre les mains d'un comptable public une somme répondant du montant des travaux à réaliser, laquelle sera restituée à l'exploitant au fur et à mesure de l'exécution des mesures prescrites ; il est procédé au recouvrement de cette somme comme en matière de créances étrangères à l'impôt et au domaine. Pour le recouvrement de cette somme, l'Etat bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'article 1920 du code général des impôts ;

2° Faire procéder d'office, aux frais de l'exploitant, à l'exécution des mesures prescrites ;

3° Suspendre par arrêté, après avis de la commission départementale consultative compétente, le fonctionnement de l'installation, jusqu'à exécution des conditions imposées et prendre les dispositions provisoires nécessaires.

II.-Les sommes consignées en application des dispositions du 1° du I peuvent être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures prévues aux 2° et 3° du I.

III.-L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif.